



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

... à l'hôpital
et au-delà !



Hôpital Pitié-Salpêtrière

15 avril 2024

D'où qu'ils viennent : interdisons les licenciements !

Les 40 plus grosses entreprises françaises (celles du CAC 40) ont annoncé plus de 150 milliards d'euros de bénéfices pour 2023. Ce n'est plus une pluie, mais un déluge de fric qui arrose leurs actionnaires : plus de 60 milliards de dividendes, et 30 milliards de rachats d'actions qui gonflent d'autant la valeur de celles qui restent. Non seulement ces sommes indécentes contrastent avec les augmentations de salaire minables pour leurs salariés, mais elles n'empêchent pas les mêmes entreprises de licencier !

Des licenciés gavés de profits

Stellantis (fusion de PSA, Fiat et Chrysler), a réalisé 18,6 milliards de profits en 2023. Les menaces sur l'emploi s'accumulent pourtant dans plusieurs usines du groupe. La semaine dernière, c'était au tour de la CGT du site Stellantis d'Hordain (Nord) de tirer la sonnette d'alarme. Le transfert d'une partie de la production de véhicules utilitaires vers la Turquie, laisse planer la menace de la direction de se débarrasser de centaines d'emplois, voire du site à terme.

ExxonMobil annonce la même semaine la vente de plusieurs sites et la suppression de 677 emplois dans celui de Gravenchon (Seine-Maritime). Les délégués syndicaux de l'usine estiment à 3 000 le nombre total des emplois menacés, directement chez les sous-traitants ou indirectement dans d'autres entreprises. ExxonMobil a fait 36 milliards d'euros de bénéfices en 2023. Le trust pétrolier a racheté en octobre dernier son rival Pioneer pour la bagatelle de 56 milliards d'euros, sans emprunter le moindre centime ! Il a largement de quoi maintenir les salaires de tous les travailleurs menacés à Gravenchon et ailleurs.

Le gouvernement n'est pas en reste

Ces annonces interviennent alors même que le gouvernement engage une énième « réforme de » (traduire : « attaque contre ») l'assurance-chômage. Si le plan d'Attal va jusqu'au bout, la durée de l'indemnisation du chômage, qui était de 24 mois jusqu'à février dernier, passera à 12 mois à l'automne prochain.

On n'ose pas imaginer ce que deviendra le montant des allocations, déjà diminué de 16 % à 50 % selon les cas l'an dernier.

Le ministre de la Fonction publique Guérini s'intéresse quant à lui au chômage pour y envoyer les fonctionnaires ! Il ment en prétendant que presque personne n'est licencié dans la fonction publique. En 2022, 235 fonctionnaires – et pas 13 – ont été licenciés pour motifs disciplinaires. Des milliers d'autres ont négocié une rupture conventionnelle, pas forcément par désamour du service public, mais plutôt des conditions dans lesquelles la hiérarchie impose de travailler ! Et c'est sans compter les fonctionnaires qui changent de poste ou démissionnent.

La meilleure garantie d'emploi dans le public a un coût pour les agents : des salaires plus faibles. L'Insee estime que ceux du privé ont augmenté deux fois plus vite – en vérité plutôt deux fois moins lentement – entre 2011 et 2021, du fait du gel des salaires dans la fonction publique.

Invertissons le règne de la peur

Alors si Guérini agite le prétendu « tabou du licenciement dans la fonction publique », c'est qu'il veut opposer les salariés du public et du privé. Nous, nous sommes pour interdire le licenciement partout ! Le « tabou » dont notre société est en train de crever, c'est celui des sacro-saints profits !

Tout cet argent serait bien mieux employé à maintenir les emplois et les salaires des travailleurs et des travailleuses dont les postes sont menacés. À embaucher les collègues qui manquent dans les ateliers, les services, les chantiers. À faire reculer ce chômage qui n'est pas une fatalité, mais l'arme de la bourgeoisie pour nous imposer sa loi.

Une telle lutte pour l'interdiction des licenciements suppose que, du public et du privé, nous fassions front ensemble. Si le gouvernement crache sur ses agents, c'est précisément pour jeter entre nous les ferments de la division. Car il sait, mieux que nous, qu'une fois unis nous serons invincibles.



Soutien aux équipes de nuit

Les collègues de nuit sont en colère et le font savoir depuis plusieurs semaines. Pour faire des économies, la direction veut leur imposer de nouveaux plannings : un passage en 12h pour certains et pour les autres des plannings variables (appelés aussi "lissés") en fonction des besoins de personnel.

Or, dans les deux cas cela signifie une forte dégradation de leurs conditions de travail.

Les collègues refusent que la direction fasse des économies sur leur dos. Et ils ont bien raison.

Squid Game O ▲ X

Pour faire accepter les changements de plannings et le passage en 12h, la direction a une méthode bien rôdée : faire craquer les équipes de jour avec des horaires intenable, pour mieux leur vendre les 12h à côté.

Conséquence : dans plusieurs services, ce sont les collègues de jours qui mettent la pression aux collègues de nuit pour qu'ils acceptent de passer en 12h. Des méthodes inacceptables.

Face, l'hôpital gagne. Pile, les salariés perdent.

En mars, plus de 400 agents ont eu la surprise d'avoir 470€ ou 940€ de plus sur leur paie. Une joie de courte durée, la direction a envoyé rapidement un courrier disant qu'il s'agissait d'une erreur de paramétrage ! Les agents devront rembourser 156,66 € par mois durant 3 mois ou 6 mois en fonction de la somme perçue. Sauf que cet argent, la direction nous le devrait. Nous, on sait calculer : ce sont des salaires de 3000€ minimum qu'il nous faut pour vivre.

Contrôle à l'embauche

La direction de l'AP-HP s'est arrangée avec les boîtes d'intérim pour renforcer les contrôles et empêcher toutes les collègues en disponibilité de l'AP-HP de revenir y travailler en intérim.

Plutôt que d'augmenter nos salaires et d'améliorer les conditions de travail, pour donner envie aux collègues de revenir, la direction préfère aggraver le sous-effectif.

#MeToo Hôpital

Depuis quelques jours, les langues se délient sur les violences sexistes et sexuelles à l'hôpital. Une bonne chose quand on sait qu'en moyenne 8 femmes

médecins sur 10 en ont été victimes au travail. On espère que ça va permettre à toutes les collègues de lever le silence.

Ensemble, on est plus fortes !

Mais les caisses sont vides...

Le salaire de Carlos Tavares, PDG de Stellantis (ex-Peugeot) en 2023 : 36,5 millions d'euros. C'est-à-dire : 100 000€ par jour.

Combien de postes à l'hôpital ?

Robin des riches

Macron vient d'annoncer son intention de taxer les livres d'occasion. Après la taxe « lapin » pour les rendez-vous non honorés chez le médecin, ou la taxe de 100€ pour pouvoir utiliser son compte personnel de formation à partir du 1^{er} mai prochain, ce gouvernement ne pense qu'à saisir tous les prétextes pour nous faire les poches. Par contre, taxer les plus riches, il n'en est pas question : c'est à leur service qu'il exerce le pouvoir !

Jeux olympiques : le « deux poids deux mesures » de Macron et du CIO

Emmanuel Macron a justifié sur BFMTV-RMC la différence de traitement appliquée aux Jeux olympiques et paralympiques entre la Russie, exclue pour avoir envahi en Ukraine, et Israël qui sera présent malgré son invasion de Gaza et le massacre de plusieurs dizaines de milliers de Palestiniens. Selon Macron, la Russie est un « agresseur » alors qu'Israël « s'est fait agresser ». Une distinction subtile qui permet dans un cas de condamner des massacres et dans le second de les justifier.

La Seine toujours aussi sale

À une centaine de jours de l'ouverture des Jeux olympiques et paralympiques, la Seine est, selon l'ONG Surfrider, toujours aussi polluée notamment par la bactérie fécale Escherichia. Treize des quatorze mesures effectuées depuis septembre 2023 sont toujours dans le rouge, malgré le milliard et demi d'euros d'argent public investi dans les stations d'épuration.

On rappelle qu'ici le temps d'attente aux urgences peut aller jusqu'à 14h. Amis nageurs de tous les pays, réfléchissez à deux fois avant de piquer une tête...

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler ! Pour l'informer ou prendre contact avec ses militants → etincelle.aphp@gmail.com

Pour lire le reste de nos publications → nouveaupartianticapitaliste.fr



@npanouveaupartianticapitaliste